



**Votations du 27 septembre 2026**

**NON à la casse sociale et au  
démantèlement des services publics**

**NON à l'initiative 12 %**

**Pop** & GAUCHE EN  
MOUVEMENT

[www.popvaud.ch](http://www.popvaud.ch)

# Une nouvelle arnaque fiscale au service des plus riches

Le 27 septembre prochain, nous voterons sur l'initiative 12 %, lancée par les milieux patronaux et soutenue par la droite. Sous prétexte de renforcer le pouvoir d'achat, l'initiative demande une baisse de 12 % de l'impôt cantonal sur la fortune et sur le revenu. La baisse sur le revenu ne sera que de 5% puisque la majorité de droite du Grand Conseil a déjà approuvé une baisse de 7% sur le revenu, qui entrera en vigueur dès 2027. En réalité, ces cadeaux fiscaux profiteront principalement aux plus riches tout en privant le Canton de près de **300 millions de francs par an**. Or, les impôts financent nos écoles, nos hôpitaux, nos routes, les transports publics, les prestations sociales, les bourses d'études, la sécurité et l'ensemble des services publics dont bénéficie toute la population.

En vidant les caisses de l'État, cette initiative ouvre la voie à la diminution des prestations sociales ainsi qu'au démantèlement et à la privatisation des services publics. Pour maintenir l'intérêt général, ces prestations doivent continuer à être publiques et gratuites ! Pour cela, il faut de l'argent, et donc maintenir les impôts.

## Des impacts concrets dans nos régions

Près de **300 millions** de francs manqueront chaque année dans les caisses de l'État, avec des conséquences directes sur les services publics. Les compagnies régionales de train et de bus, comme les **TPC, le MOB ou TRAVYS**, risquent de perdre des financements, ce qui pourrait freiner leur développement, réduire les fréquences, péjorer les conditions de travail et augmenter le prix des billets.

Fin 2025, des mobilisations ont eu lieu contre la fermeture du Pôle santé de **Château-d'Œx** et de celui de la **Vallée de Joux**, deux établissements menacés par le manque de financement. La même logique pourrait toucher **les soins à domicile**, largement financés par le Canton, qui risqueraient de réduire leurs effectifs. Un personnel déjà sous pression disposerait de moins de temps pour accompagner des patients dont les soins sont pourtant essentiels. Les **EMS** seraient confrontés aux mêmes difficultés.

Enfin, les pertes fiscales que subira le Canton seront automatiquement reportées sur les communes, de manière indirecte, car les communes complètent les prestations cantonales. Ce que les contribuables les plus riches gagnent au niveau cantonal avec la baisse d'impôt pourrait augmenter les tarifs de l'accueil de jour, des logements subventionnés et des aides diverses pour les citoyen·ne·s. Au final, la majorité de la population sera perdante.

## Une casse sociale à grande échelle

Si l'initiative 12 % est acceptée, **40 % de la population** vaudoise risque de voir ses subsides d'assurance-maladie diminuer, voire disparaître. Pourtant, les bénéficiaires de ces subsides ne sont pas ceux qui profiteront réellement de cette baisse d'impôts. Certains économiseront peut-être une dizaine de francs par mois, mais perdront bien davantage avec la réduction de leurs subsides. Le prétendu renforcement du pouvoir d'achat promis par les initiants est donc un leurre.

40 % de la population bénéficie d'un subside. Beaucoup sont des travailleuses et des travailleurs aux revenus modestes ou à temps partiel, qui en dépendent pour boucler leurs fins de mois. Avec près de **300 millions de francs** de recettes fiscales en moins chaque année, le Canton devra réduire certaines dépenses. Les subsides d'assurance-maladie sont clairement dans le viseur de la droite et des milieux patronaux. Depuis un an, les groupes UDC et PLR ont déposé pas moins de **neuf interventions** au Grand Conseil concernant ces subsides, non pas pour les renforcer, mais pour en limiter le coût et le nombre de bénéficiaires.

## Des baisses d'impôts pour les plus riches

Les initiants veulent faire croire que tout le monde profitera de cette baisse de 12 % des impôts cantonaux sur le revenu et la fortune. En réalité, ce sont surtout les contribuables les plus aisés qui en tireront profit.

Comme **70 % des Vaudoises et des Vaudois ne possèdent pas de fortune**, ils ne paient déjà pas d'impôt sur la fortune et ne bénéficieront donc pas de cette mesure. Les **25 % des contribuables aux revenus les plus faibles** ne verront, eux aussi, pratiquement aucune baisse d'impôt. Au final, **71 % des baisses fiscales seront captées par les 25 % des contribuables les plus riches**, tandis que la moitié de la population ne se partagera que les 29 % restants. Concrètement, une famille avec des revenus très moyens ne verra quasi aucune baisse d'impôt tandis qu'un riche contribuable verra des baisses astronomiques. Mais si l'on additionne la diminution des subsides d'assurance-maladie, la hausse possible des primes, des tarifs des transports publics, de l'impôt sur les véhicules ou encore des coûts de l'accueil de jour et du parascolaire, la majorité de la population y perdra largement.

Alors que le canton a déjà perdu plusieurs centaines de millions de francs en raison de la mauvaise application du bouclier fiscal, accorder aujourd'hui un nouveau cadeau fiscal aux plus riches serait plus que jamais une erreur.

# Des investissements plutôt que la casse sociale

L'initiative 12 % videra les caisses de l'État et aggravera les inégalités sociales. Le POP défend l'inverse : renforcer les finances publiques afin de mieux répartir les richesses et d'améliorer les conditions de vie de la majorité de la population. Les richesses produites par les travailleuses et les travailleurs doivent financer les services publics et la solidarité, pas de nouveaux cadeaux fiscaux aux plus riches.

Pour y parvenir, nous proposons de rendre les impôts réellement progressifs, afin que chacun contribue selon ses moyens : que ceux qui gagnent peu paient peu, et que ceux qui gagnent beaucoup contribuent davantage. Nous voulons supprimer le bouclier fiscal pour le remplacer par un véritable **bouclier social**, tout en renforçant la lutte contre la fraude fiscale et les crimes économiques.

Le POP veut aussi augmenter le pouvoir d'achat de la majorité de la population grâce à l'augmentation et à l'indexation des salaires, des rentes AVS et des prestations sociales. Nous défendons également l'automatisme des prestations sociales, la gratuité des transports publics, une caisse maladie publique avec des primes proportionnelles au revenu, davantage de logements abordables et un contrôle des loyers par l'Etat.

**Parce que nous préférons les investissements à la casse sociale, les impôts progressifs aux taxes antisociales et la justice fiscale aux cadeaux pour les plus riches, le POP appelle à voter NON à l'initiative 12 % le 27 septembre 2026.**

**Rejoins le POP !**

Le POP est un parti politique qui se bat pour améliorer les conditions sociales et économiques de la population. Depuis plus de 80 ans, nous avons mené de multiples combats dans lesquels nous avons toujours été du côté des classes travailleuses et populaires. Ensemble continuons la lutte des conditions de travail, du pouvoir d'achat, de la sécurité sociale, des services publics...



[www.popvaud.ch](http://www.popvaud.ch)

